

Pour publication immédiate

**NOTE: documents sous embargo jusqu'au 25 juin 2008
10h00 EDT / 14h00 GMT**

La corruption dans le secteur de l'eau : une menace ignorée pour l'environnement et le développement durable

***Le nouveau rapport montre comment la corruption nuit aux initiatives
internationales contre le changement climatique et la crise alimentaire***

25 juin 2008, Berlin / New York / Paris — La corruption dans le secteur de l'eau est à la fois une cause profonde et le catalyseur de la crise globale de l'eau qui menace des milliards de vies humaines et qui accentue la dégradation de l'environnement, selon le *Rapport mondial sur la corruption 2008: la corruption dans le secteur de l'eau*, publié aujourd'hui par Transparency International (TI).

“L'eau est une ressource unique qui ne dispose d'aucune alternative. Elle est indispensable à notre santé, à notre sécurité alimentaire, à notre avenir énergétique et à notre écosystème. Malheureusement la corruption nuit à la gestion de l'eau et à son utilisation dans tous ces domaines”, a déclaré Huguette Labelle, présidente de Transparency International.

Le rapport est le premier du genre à analyser l'impact et l'ampleur de la corruption dans différents segments du secteur de l'eau. La crise dans ce secteur est bien réelle et il est urgent de relever les défis posés par la corruption. Plus d'un milliard d'êtres humains ne dispose pas d'un accès garanti à l'eau et plus de 2 milliards d'individus n'ont pas de systèmes d'assainissement adéquats. Cela a de graves conséquences sur le développement et la lutte contre la pauvreté.

“L'impact de la corruption sur l'eau constitue une question centrale de gouvernance et, pourtant, elle est rarement abordée par les nombreuses initiatives politiques internationales visant à garantir le développement durable, la protection de l'environnement ainsi que la sécurité alimentaire et énergétique. Cela doit changer”, a ajouté Huguette Labelle.

La corruption contrecarre la réponse globale apportée en matière de changement climatique et de crise alimentaire

“Le changement climatique exige que le monde élabore un cadre de gouvernance unique, le plus vaste et complexe jamais produit. S'il ne traite pas des risques de corruption, en particulier ceux concernant l'eau, un tel cadre risque d'être fragilisé”, a souligné Huguette Labelle.

Alors que les terres irriguées produisent 40% de la nourriture de la planète, la corruption dans les systèmes d'irrigation est croissante. Il est indispensable de prévenir ce risque afin d'accroître la production alimentaire et de juguler la crise alimentaire mondiale.

Par exemple, aux Philippines, le gouvernement a investi près d'1 milliard d'US\$ pour améliorer l'agriculture et l'irrigation. Le rapport montre cependant comment la

corruption entrave la construction de canaux d'irrigation et le bon fonctionnement des barrages servant à irriguer les terres. En Inde, un pays au cœur de la crise, on estime que la corruption augmente au moins de 25% le coût des contrats d'irrigation. Les bénéficiaires servent à alimenter un système corrompu alliant pots-de-vin politiques et réduction de la qualité des contrôles. En fin de compte, les coûts d'investissement augmentent, les systèmes d'irrigation sont inefficaces et les petits exploitants souffrent tout particulièrement des carences en eau qui en découlent.

Eau potable et assainissement : les pauvres sont les premières victimes

En cas de corruption, le coût de raccordement au réseau de distribution d'eau peut augmenter jusqu'à 30%, ce qui accroît de 48 milliards d'US\$ les sommes nécessaires pour la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement, selon les estimations des experts cités dans le rapport.

La corruption dans les systèmes de distribution d'eau potable et d'assainissement survient à chaque point d'entrée de la chaîne d'approvisionnement. La corruption siphonne les investissements dans le secteur, accroît les prix et réduit les ressources. Résultat : les habitants pauvres de Jakarta, Lima, Nairobi ou Manille dépensent plus pour leur facture d'eau que les habitants de New York, Londres ou Rome.

Les pays industrialisés ne sont pas immunisés contre la corruption. Elle gangrène les appels d'offres portant sur des contrats liés à l'eau dans des villes comme Milan, la Nouvelle-Orléans et Atlanta. De même, des cas d'ententes préalables en matière d'offres et de prix dans la construction d'infrastructures hydrauliques sont apparus en Suède, alors qu'à Chicago les budgets alloués à l'eau ont été détournés au profit de campagnes électorales.

Les risques pour l'environnement et la sécurité énergétique

La corruption dans la gestion de l'eau contribue au rétrécissement des ressources et favorise la distribution inégale de l'eau, ce qui peut provoquer des conflits politiques et accélérer la dégradation d'écosystèmes vitaux. Par exemple, en Chine, la corruption a affaibli la mise en œuvre des réglementations censées protéger l'environnement, entraînant la pollution des nappes phréatiques dans 90% des villes et rendant plus de 75% des fleuves urbains impropres à la consommation ou à la pêche.

La corruption dans l'hydroélectricité gonfle le coût des barrages et des projets connexes. Les programmes de réinstallation des populations déplacées deviennent plus problématiques en raison du détournement des fonds de compensations et des initiatives prises pour venir en aide à ces populations déplacées. L'enjeu est considérable : l'énergie hydroélectrique représente un sixième de la production énergétique mondiale et le montant des investissements devrait atteindre 60 milliards d'US\$ chaque année au cours des 20 prochaines années.

Il est temps d'agir : des solutions pour juguler la corruption dans l'eau

La corruption dans le secteur de l'eau persiste car son impact affecte surtout ceux qui ont le moins de chance de se faire entendre pour exiger des réparations, en particulier les femmes, les nécessiteux et ceux qui n'ont pas voix au chapitre, à savoir, les générations futures et l'environnement.

Néanmoins, le *Rapport mondial sur la corruption 2008* montre que prendre des mesures pour juguler la corruption dans le secteur de l'eau est non seulement d'actualité mais également faisable. Parmi les principales recommandations incluses dans le rapport, citons:

- **Etablir la transparence et la participation comme principes directeurs à tous les niveaux de la gouvernance de l'eau et dans le monde entier** - Transparence budgétaire, participation du public à l'élaboration des politiques, cartographie publique des zones de pollution de l'eau, audit public des projets, contrats établis en langage clair, vérification des performances ;
- **Renforcer le contrôle du respect de la réglementation** – Le gouvernement et le secteur public continuent de jouer un rôle essentiel dans la gouvernance de l'eau. Ils doivent mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces, que ce soit pour l'environnement, l'eau, les systèmes d'assainissement, l'agriculture ou l'énergie. Les réformes institutionnelles et le renforcement des capacités sont indispensables pour élever la qualité des mécanismes de contrôle dans le secteur de l'eau au niveau des normes déjà appliquées dans d'autres secteurs.
- **Garantir une concurrence juste et une mise en œuvre responsable des projets hydrauliques** – L'ensemble des parties prenantes a un rôle à jouer. Les contrats doivent inclure des mesures anti-corruption. Les gouvernements et les fournisseurs doivent passer des accords en faveur d'achats publics équitables. Les bailleurs et les donateurs doivent renforcer leurs dispositions anti-corruption dans leurs exigences légales.

France

TI-France est particulièrement attentive à la corruption dans le secteur de l'eau dans la mesure où les principales multinationales œuvrant dans ce domaine sont françaises. Au cours des années 1990, de nombreux scandales de corruption ont éclaté en lien avec la gestion de l'eau. L'un des plus retentissants concerne l'affaire mettant en cause Alain Carignon. L'ancien maire de Grenoble avait été condamné en 1996 pour avoir conclu, entre 1984 et 1993, un pacte de corruption avec le groupe Merlin et la Lyonnaise des Eaux pour la concession du service des eaux de la ville à la COGESE, leur filiale commune.

Suite à ces scandales politico-financiers, une série de lois a été adoptée afin de réduire la corruption lors de l'attribution des marchés publics. Mais loin d'avoir disparus, les risques se sont déplacés. Pour Corinne Lepage, ancien ministre de l'environnement et administrateur de TI-France, « *ce n'est plus la question de la corruption qui paraît aujourd'hui dominante dans ce secteur sensible, mais celle du trafic d'influence et du lobbying qui connaît d'autant moins de limites que la France n'a toujours pas réglementé l'exercice de cette activité.* » Les différentes pratiques qui en découlent, du sponsoring de colloques à l'embauche de proches des décideurs publics, « *sans être des actes de corruption punissables pénalement, portent en germe des décisions non justifiées en termes d'intérêt général.* »

Dans le cadre de ses démarches de partenariat avec le secteur privé, TI-France a engagé fin 2006 une collaboration avec Suez Environnement dont l'objet est de renforcer le dispositif anti-corruption de l'entreprise. En travaillant avec l'une des entreprises leader, l'objectif de TI-France est de faire progresser la prévention de la corruption dans tous les secteurs à risque de la gestion de l'eau et des déchets, par l'identification et la diffusion des meilleures pratiques applicables en matière de sensibilisation, de détection et de transparence.

Transparency International, en collaboration avec le Centre international de l'eau et de l'assainissement, le Swedish Water House et le Water and Sanitation Program-Africa est le co-fondateur en 2006 du Water Integrity Network (WIN). Aujourd'hui WIN est un réseau florissant d'organisations et d'individus engagés dans le combat contre la corruption dans tous les domaines du secteur de l'eau. Le Rapport mondial sur la corruption 2008 a bénéficié des experts et d'un soutien financier de WIN.

###

Transparency International est l'organisation de la société civile à la tête du combat contre la corruption.

Contacts médias :

Paris

Julien Coll

Tel : + 33 1 47 58 82 08

julien.coll@transparence-france.org

New York

Gypsy Guillén Kaiser

Tél.: 49 176 10121661

Berlin

Jesse Garcia

Tél.: 49 30 343820667

jgarcia@transparency.org